

Bruxelles a décidé de rebondir sur le Brexit pour mieux se vendre

- Bruxelles a mis sur pied une plateforme consacrée au Brexit.
- Elle organise les actions destinées à attirer les entreprises britanniques.
- Lloyd's devrait être imitée par d'autres sociétés basées à Londres.

Institution

L'Agence européenne du médicament (Ema), implantée à Londres, n'échappe pas aux effets collatéraux du Brexit, une agence européenne devant être installée sur le territoire... de l'UE. Elle se cherche donc une terre d'asile et Bruxelles n'est pas insensible au charme de cette structure qui emploie près de 900 personnes et a approuvé quelque 1100 médicaments depuis sa création en 1995. Bruxelles n'est pas la seule à avoir reniflé le filon, la région parisienne, Lyon, Turin ou Barcelone, entre autres, sont en lice.

Eclairage Yves Cavalier
et Patrick Van Campenhout

Que Lloyd's, le fleuron britannique de l'assurance, choisisse Bruxelles pour établir son quartier général européen, n'est pas anodin. Alors que le compte à rebours du Brexit, la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, vient à peine de démarrer officiellement, on voit que les entreprises multinationales britanniques sont déjà sur le pied de guerre et s'efforcent de ne pas perdre pied sur le Continent. Bruxelles a été choisie par un des fleurons de la finance britannique. Ce n'est pas forcément le fruit du hasard. A Bruxelles, le lobbying fonctionne dans les deux sens. Il va aussi à la rencontre des entreprises, britanniques en l'occurrence, pour les attirer sur le territoire de la capitale de l'Europe.

1 Qui est en charge du Brexit ?

Sur le plan politique, Bruxelles dispose d'une plateforme de coordination régionale qui associe différents cabinets: Commerce extérieur, Image, Diplomatie, Relations extérieures et Economie. Cette plateforme comprend aussi la délégation de la Région Bruxelles Capitale à la représen-

tation permanente de la Belgique auprès de l'Union européenne.

2 Qui est ciblé ?

“La Région a des contacts avec les entreprises intéressantes pour les convaincre de s'implanter à Bruxelles. Nous invitons ces candidats potentiels à des séminaires thématiques organisés à Londres: nous avons par exemple accueilli 70 participants au séminaire arbitrage organisé en février, explique Cécile Jodogne, secrétaire d'Etat bruxelloise au Commerce extérieur. Nous approchons également les candidats sur base individuelle, via des visites de notre Attaché économique et commercial basé à Londres ou de notre area manager à Bruxelles.”

3 Comment procède-t-on ?

Bruxelles Invest&Export fait un screening des cibles potentielles appartenant tant au secteur privé (du style de Lloyd's), qu'au secteur non-marchand (associations internationales...) et au secteur public. Dans la foulée, une série d'activités et de séminaires sont organisés par le Commerce extérieur pour établir des contacts personnels avec les

entreprises. Ainsi fin mars, un séminaire est destiné aux associations internationales; fin mai, un autre séminaire, à Londres, sera consacré à la finance, d'autres s'adressent tantôt aux entreprises indiennes, tantôt au secteur multimédia...

“Nous avons également une liste de cibles potentielles qui recense plusieurs centaines de sociétés. Il faut savoir que l'on dénombre une soixantaine d'entreprises non-européennes ayant leur QG européen à Londres et 450 entreprises britanniques utilisant le passeport financier européen”, note la ministre Jodogne.

4 L'impact immobilier

“Concernant la liste des bâtiments disponibles que nous mettrons à disposition des entreprises intéressées de se déplacer à Bruxelles, pour l'heure, nous avons déjà répertorié 65 bâtiments libres qui ont été rassemblés par districts/quartiers.” Ces listes sont le résultat d'une collaboration entre le cabinet Jodogne et l'Union professionnelle du Secteur immobilier (Upsi).

5 Quid de la place financière bruxelloise?

Bruxelles a été choisie par un des fleurons de la finance britannique. Ce n'est pas le fruit du hasard.

Pour Olivier Leleux (CEO de la société de Bourse Leleux Associated Brokers), le Brexit, c'est avant tout la porte de la deuxième place financière mondiale qui a commencé à se fermer... Il trouvera une solution! Mais pour Bruxelles, il voit de belles opportunités de retrouver de la visibilité. *“La décision du Lloyd's est une bonne chose. D'autres suivront. Et même s'il ne s'agit que de filiales, ce sera bon pour Bruxelles où l'immobilier n'est pas cher comme à Londres ou Paris. La capitale est dotée de beaux atouts comme la présence d'Euroclear Banque pour les opérations post-trading, ou de Swift, un des plus grands opérateurs de messagerie bancaire... Et puis, les choses pourraient bouger dans le monde de la Bourse avec l'opposition de la Commission à la fusion Deutsche Börse et la Bourse de Londres (LSE)... N'y a-t-il pas là de quoi relancer le rapprochement entre Euronext et son alter ego allemand?”* Olivier Leleux estime aussi qu'il faut susciter l'intérêt pour Bruxelles comme le fait Madrid qui propose des conditions exceptionnelles aux entreprises financières qui souhaitent migrer en zone euro.

Diplomatie active

D'autres entreprises vont imiter Lloyd's

Attractivité. Si l'annonce de l'arrivée de Lloyd's à Bruxelles semble être une bonne nouvelle pour l'économie belge, d'autres

motifs de réjouissance vont suivre. Selon nos informations, le Premier ministre, Charles Michel, est en contact avec plusieurs sociétés actuellement basées à Londres qui s'inquiètent des conséquences du Brexit. Lors des contacts noués à Davos, à l'occasion du

Forum économique mondial, outre le patron de Lloyd's, Charles Michel a également rencontré d'autres dirigeants intéressés par le profil de la Belgique. Notamment par la présence des institutions européennes à Bruxelles. Il faut donc s'attendre à d'autres annonces de délocalisation dans

les prochaines semaines. En particulier, une grande entreprise chinoise pourrait bientôt annoncer qu'elle quitte l'Angleterre pour la Belgique.

Quoi qu'il en soit, les efforts de la diplomatie belge, très offensive pour tirer profit du Brexit, semblent payer. La

crainte est réelle chez les entreprises outre-Manche de se voir compliquer l'accès au grand marché de l'Union européenne. Dans le cas de Lloyd's, son dirigeant, John Nelson, avait examiné plusieurs possibilités pour déplacer le siège de l'entreprise. Dublin et Luxembourg avaient été

évoqués ces derniers mois parmi les choix possibles. Mais la rencontre personnelle avec le Premier ministre belge à Davos aurait été décisive. Entre autres, les plans du gouvernement pour faire de Bruxelles une capitale financière auraient pesé lourd dans la balance. **F.C.**

Lloyd's of London prendra bien ses quartiers à Bruxelles

A peine l'article 50 enclenché, la City dévoile ses premières restructurations. Jeudi, le marché de l'assurance britannique Lloyd's of London a annoncé l'ouverture, au plus tard le 1^{er} janvier 2019, de son centre européen à Bruxelles. Pour sa directrice générale Inga Beale, *"il est important que nous soyons en mesure d'offrir une solution efficace au marché et à nos clients garantissant la continuité des affaires une fois que le Royaume-Uni aura quitté l'Union européenne"* (UE). D'après l'article 50, Londres devrait sortir de l'institution européenne dans deux ans, soit fin mars 2019.

Cette décision n'est guère surprenante. Les acteurs du secteur financier opérant dans l'UE depuis le Royaume-Uni n'ont aucune certitude quant à la manière dont ils continueront à y travailler une fois le Brexit effectif. Comme le sous-entend Inga Beale, le seul moyen pour Lloyds de ne pas perdre de clients rendus craintifs par cette incertitude est d'ouvrir un centre européen sur le continent.

Un régulateur solide

En revanche, la date de cette annonce est riche d'enseignements. Elle confirme que le secteur se prépare activement à cette éventualité depuis longtemps. Lloyd's ne pouvait cependant pas officialiser ses intentions avant le déclenchement de l'article 50: il aurait froissé la classe politique et ses clients britanniques, qui auraient pu l'accuser d'abandonner le pays.

Marché leader mondial de l'assurance et de la réassurance, Lloyd's est spécialisé dans plusieurs secteurs tels que la marine, l'énergie et le risque politique. N'étant pas une société d'assurances, ce sont ses membres, leurs agents et des courtiers qui assurent des risques.

Pour justifier son choix de Bruxelles, sa grande patronne a expliqué avoir été *"à la recherche d'un régulateur vraiment solide, ce qui est le cas avec le régulateur belge. Nous voulions avoir accès à des personnes de talent car nous devons employer des gens et nous avons pensé que c'était un parfait endroit pour cela. Nous cherchions également un endroit facile d'accès depuis Londres et depuis le reste du continent. Enfin, autre facteur important, nous avons considéré la probabilité pour le pays de rester*

dans l'UE dans le futur."

Craintes pour l'emploi à long terme

Inga Beale a précisé que Bruxelles ne serait qu'une filiale européenne disposant de moins de cent employés, contre sept cents à Londres. *"Nous avons déjà des employés européens dans divers pays et ils deviendront les employés de cette filiale européenne"*, a-t-elle précisé.

Mais le secteur craint que la fuite des emplois ne s'accélère sur le long terme. *"Les effectifs du secteur financier londonien ne baisseront pas fortement dans les deux années à venir"*, a expliqué mardi soir Mark Boleat, le responsable de la stratégie politique de la City of London, le quartier financier de la capitale. *"Une fois que les entreprises se seront aperçu que leurs filiales européennes fonctionnent bien, elles réfléchiront la tête froide. Elles n'auront alors pas d'états d'âme."*

Tristan de Bourbon, à Londres

5%

Part du chiffre d'affaires

La directrice générale de Lloyd's of London, Inga Beale, a expliqué hier que 5% du chiffre d'affaires de l'entreprise était directement affecté par le fait que le Royaume-Uni sorte de l'UE.